

Alençon

L'Orne Hebdo du 2 avril 2025

972 mots

## Education.

# « Situation inédite dans l'Orne » : des professeurs debout contre les 21 suppressions de postes prévues

Alors que 21 suppressions de postes sont attendues à la rentrée 2025 dans les collèges et lycées de l'Orne, les syndicats montent au créneau et appellent à une journée Collèges morts, lundi 31 mars 2025.

À partir de 9 h, jeudi 27 mars, des enseignants se sont relayés jusqu'à 15 h devant la Cité administrative pour crier leur colère face aux 21 suppressions de postes prévues dans les collèges et lycées de l'Orne à la rentrée 2025. Une situation « **inédite** », déplore Jean-Remy Haselvander, du syndicat Force ouvrière. « **C'est la première fois qu'un tel effort est demandé au sein du département** ».

Si les manifestants ont choisi cette date et ce lieu, c'est parce que les représentants syndicaux ont rencontré, dans la matinée, le Directeur académique des services de l'Éducation nationale (Dasen) pour faire part de leur ferme opposition et de leurs arguments.

## 18 postes en moins dans les collèges

L'intersyndicale (FSU, Unsa, FO, Sud et FCPE) rapporte que, sur les 21 postes menacés dans le secondaire, contre deux ouvertures (un pour les ateliers relais et un pour une Unité pédagogique pour élèves allophones nouvellement arrivés (UPE2A), « **deux collèges du département perdraient trois postes** » (collège Chartier à Mortagne-au-Perche et collège Seigné à Flers) et « **un lycée en perdrait deux** » (lycée Napoléon à L'Aigle).

La situation est particulièrement tendue dans les collèges ornais, objet du comité social d'administration départemental du 27 mars. « **L'an dernier, on nous demandait de rendre un demi-poste dans les collèges et trois ont finalement été supprimés. Cette année, on atteint 18 fermetures dans les collèges. Nous n'avons jamais connu autant!** », insiste le syndicaliste FO.

## La démographie « devrait être une chance »

## La démographie « devrait être une chance »

C'est, selon lui, la conséquence de deux choix gouvernementaux : « **une politique austéraitre** » dont est victime l'Éducation nationale et « **la réforme du Choc des savoirs** ».

Sur le premier point, « **on nous dit que le département, au vu de la baisse démographique, a des moyens à rendre à l'Éducation nationale. La baisse démographique devrait être une chance d'investir davantage pour l'école publique en réduisant le nombre d'élèves par classe** », milite Jean-Remy Haselvander.

« **Au lieu de cela, on dégrade les conditions de travail des enseignants et donc, les conditions d'enseignement des élèves** », ajoute Nadège Diercks, la présidente de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) de l'Orne, qui fait partie de l'intersyndicale avec la FSU, l'Unsa, FO et Sud.

## Français : trois postes en moins

Cette dernière déplore notamment la suppression d'un poste de Lettres classiques, « **qui enseigne le latin ou le grec** » au collège Seigné de Flers. « **On dégrade ainsi l'offre éducative au sein de département alors que d'autres ne sont pas concernés. Cela pose un problème d'équité dans l'enseignement sur le territoire.** »

Au total, trois postes de Lettres seraient supprimés dans l'Orne, « **alors qu'il manque déjà de professeurs de français.** » Au collège de Briouze par exemple, une classe de 4e n'a pas eu cours de français depuis cinq mois. « **C'est 70 heures de cours en moins pour les élèves** », dénonce Nadège Diercks.

## Une conséquence du Choc des savoirs ?

Pour les syndicats, ces fermetures de postes sont aussi une conséquence de la réforme du Choc des savoirs, dont le premier acte a été mis en place à la rentrée 2024.

Il consiste à établir, pour les cours de mathématiques et de français, des groupes d'élèves pour les classes de 6e et 5e.

Les syndicats y étaient fermement opposés avant son entrée en vigueur. Avec ces suppressions de postes envisagées, c'est encore plus le cas aujourd'hui.

« **Le Choc des savoirs a entériné la perte d'une heure d'enseignement disciplinaire en 6e et, dans le même temps, il contraint les établissements à utiliser des heures pour la mise en place de ces groupes, au détriment des autres disciplines**, estime Jean-Remy Haselvander. « **Cette réforme oppose donc les disciplines entre elles, mais est surtout une façon détournée d'enlever des heures et donc de supprimer des postes.** »

Parmi les matières du collège les plus touchées figure la Technologie, avec six postes perdus (collège Chartier à Mortagne, collège Sevigné à Flers, collège Rostand à Argentan, collège Balzac à Alençon, collège Gosciny à Céaucé et collège Malraux à Trun).

Or, «**la réforme du Choc des savoirs a supprimé la technologie en 6e**», rappelle le responsable syndical. «**Ce sont des heures qui disparaissent, mais qui ne sont mises nulle part ailleurs.**» Selon lui, quatre suppressions de poste envisagées seraient ainsi directement liées à la réforme, «**qui permet ainsi de justifier la perte d'heures d'enseignement et donc de poste**».

## Arrêt maladie : baisse de l'indemnisation

Les syndicats manifestaient aussi contre le décret du Gouvernement diminuant l'indemnisation des fonctionnaires pendant les trois premiers mois d'un congé maladie. «**Depuis le 1er mars, tous les fonctionnaires perdent désormais, en plus du jour de carence, 10% de leur traitement. Autrement dit, non seulement les conditions de travail des enseignants se dégradent, mais en plus, les collègues abîmés se retrouvent aussi pénalisés financièrement. C'est inacceptable!**»

## Collèges morts

Les syndicats, qui réclament l'annulation de toutes les fermetures de postes et l'abrogation du Choc des savoirs, ont réclamé au Dasen une «**instance de repli**» pour que ce dernier revoie sa copie. Une nouvelle réunion avec les syndicats doit avoir lieu jeudi 3 avril, date à laquelle les suppressions de postes deviendront effectives.

Lundi 31 mars, l'intersyndicale appelait les parents d'élèves à soutenir les personnels en participant à une journée Collèges morts, une opération qui consiste «**ne pas mettre ses enfants au collège, pour montrer que les parents d'élèves ne sont pas d'accord et qu'ils nous soutiennent**», précise Jean-Remy Haselvander. «**Pour nous, l'appui des parents est essentiel.**»

Antoine SAUVETRE





Les syndicats ont disposé devant la Cité administrative autant de ces pancartes que de postes supprimés dans l'Orne.



Pendant que leurs représentants étaient en réunion avec le Dasen, les manifestants ont tenté de se faire entendre.